



RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSOCIATION D'AIDE AUX IMC DU NORD ET DE L'EST

Association

Exercice clos le 31 décembre 2024

65, rue Edmond Rostand

51100 REIMS

SIREN : 313 872 897

AUDIMIS GRAND EST

PARC D'AFFAIRES REIMS-CHAMPIGNY - BATIMENT C - ALLEE JEAN-MARIE AMELIN - 51370 CHAMPIGNY

MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EST

ASSOCIATION
D'AIDE AUX IMC DU
NORD ET DE L'EST

Rapport du
Commissaire aux
comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos
le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

ASSOCIATION D'AIDE AUX IMC DU NORD ET DE L'EST
SIEGE SOCIAL : 65, RUE EDMOND ROSTAND
51100 REIMS
SIREN : 313 872 897

REUNION DE L'ASSEMBLEE GENERALE
RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE **31 DECEMBRE 2024**

À l'assemblée générale de votre ASSOCIATION D'AIDE AUX IMC DU NORD ET DE L'EST,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'ASSOCIATION D'AIDE AUX IMC DU NORD ET DE L'EST relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus

AUDIMIS GRAND EST

PARC D'AFFAIRES REIMS-CHAMPIGNY - BATIMENT C - ALLEE JEAN-MARIE AMELIN - 51370 CHAMPIGNY
MEMBRE DE LA COMPAGNIE REGIONALE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EST

- 1 / 4 -

**ASSOCIATION
D'AIDE AUX IMC DU
NORD ET DE L'EST**

Rapport du
Commissaire aux
comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos
le 31 décembre 2024

importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

**RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE
GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

**RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES
COMPTES ANNUELS**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

**ASSOCIATION
D'AIDE AUX IMC DU
NORD ET DE L'EST**

Rapport du
Commissaire aux
comptes sur les
comptes annuels

Exercice clos
le 31 décembre 2024

Comme précisé par l'article L. 823-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Champigny, le 27 juin 2025

Pour la S.A.S. AUDIMIS GRAND EST
Commissaire aux Comptes

Nicolas CHOQUENET

Nicolas CHOQUENET
Associé signataire

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Libellé	Montant brut 2024	Amort. et prov. 2024	Montant net 2024	Montant net 2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement	39 242,91	39 242,91		
Autres immobilisations incorporelles	1 482 218,88	476 637,61	1 005 581,27	987 765,88
Immobilisations incorporelles en cours	239 849,42		239 849,42	159 932,59
Immobilisations corporelles :				
Terrains	1 114 208,08	60 165,98	1 054 042,10	1 057 823,65
Constructions	40 990 940,00	25 155 147,65	15 835 792,35	15 480 811,93
Installations techniques, matériels et outillage	1 570 792,50	1 243 367,23	327 425,27	350 504,69
Autres immobilisations corporelles	7 796 392,06	5 463 807,19	2 332 584,87	2 118 868,30
Immobilisations corporelles en cours	458 899,74		458 899,74	214 296,89
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations	22 815,00		22 815,00	
Autres titres immobilisés	4 294 792,31		4 294 792,31	4 342 312,47
Prêts	77 811,72		77 811,72	72 926,80
Autres immobilisations financières	16 702,54		16 702,54	12 867,40
TOTAL I	58 104 665,16	32 438 368,57	25 666 296,59	24 798 110,60
Comptes de liaison (1)	304 691,42		304 691,42	464 280,39
TOTAL II	304 691,42		304 691,42	464 280,39
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures	9 277,89		9 277,89	16 103,58
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis	410,00		410,00	410,00
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	47 221,12		47 221,12	37 213,74
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	1 891 011,86	8 599,02	1 882 412,84	2 374 977,75
Autres créances	906 455,95		906 455,95	726 264,16
Valeurs mobilières de placement	10 222 515,42		10 222 515,42	11 695 568,67
Disponibilités	10 802 111,63		10 802 111,63	9 431 342,18
Charges constatées d'avance	133 380,28		133 380,28	201 330,75
TOTAL III	24 012 384,15	8 599,02	24 003 785,13	24 483 210,83
Charges à répartir sur plusieurs exercices IV				
Primes de remboursement des obligations V				
Ecart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V+VI)	82 421 740,73	32 446 967,59	49 974 773,14	49 745 601,82
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.				
(2) Dont à moins d'un an : Dont à plus d'un an :				
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.				

Libellé	Montant net 2024	Montant net 2023
FONDS PROPRES		
Fonds associatifs sans droit de reprise	5 178 289,35	5 178 289,35
Fonds associatifs avec droit de reprise : Dons et legs Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Réserves :		
Excédents affectés à l'investissement	8 140 012,57	7 684 212,57
Réserves de compensation	10 362 661,36	7 822 199,14
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	343 299,31	231 937,13
Autres réserves	40 000,00	40 000,00
Report à nouveau		
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	1 232 272,71	1 178 441,92
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs		
Résultat sous contrôle de tiers financeurs	-780 369,17	1 219 200,64
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
Résultat en attente d'affectation		60 720,87
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	872 073,92	751 229,00
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	4 542 756,09	4 711 034,57
Provisions réglementées : dont Couverture du besoin en fonds de roulement dont Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations dont Réserves des plus-values nettes d'actif Immobilisations grevées de droits	814 157,47 252 311,78 307 887,22 253 958,47	800 608,03 252 311,78 345 643,07 202 653,18
TOTAL I	30 745 153,61	29 677 873,22
Comptes de liaison	452 851,58	688 857,28
TOTAL II	452 851,58	688 857,28
Provisions pour risques	243 455,61	195 025,68
Provisions pour charges	4 091 598,86	4 256 440,56
Fonds dédiés	380 900,32	337 373,27
TOTAL III	4 715 954,79	4 788 839,51
DETTES (3)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	9 604 903,42	10 398 758,58
Emprunts et dettes financières divers (3)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		696,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	1 221 100,26	1 263 325,86
Dettes sociales et fiscales	2 610 962,01	2 248 978,99
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	466 284,82	464 568,07
Autres dettes (5)	82 749,74	69 909,40
Produits constatés d'avance	74 812,91	143 794,91
TOTAL IV	14 060 813,16	14 590 031,81
Ecart de conversion (passif)		
TOTAL PASSIF (I +II+III+IV+V)	49 974 773,14	49 745 601,82
(1) Dont compte 1201 et compte 1291 résultats sous contrôle de tiers financeurs.		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.		
(4) Dont à plus d'un an : Dont à moins d'un an :		
(5) Dont fonds des majeurs protégés :		

PRODUITS	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue :		
- prestations de services	1 938 603,55	1 240 017,85
- divers	1 027 632,87	1 116 677,76
Production stockée ou déstockage de production		
Production immobilisée		
Dotations et produits de tarification	29 322 116,13	27 019 560,53
Subventions d'exploitations et participations	342 633,27	172 036,06
Reprises sur amortissements et provisions	494 753,49	210 948,61
Transferts de charges	8 128,58	15 972,52
Autres produits	1 466 994,10	1 517 626,60
TOTAL I	34 600 861,99	31 292 839,93
PRODUITS FINANCIERS		
De participations et des immobilisations financières	161 286,60	174 149,10
Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	475 434,88	226 829,18
Reprises sur provisions		
Transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL II	636 721,48	400 978,28
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	7 997,34	1 763,00
- exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	327 642,13	279 974,60
Reprises sur provisions :		
- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations	24 722,56	24 359,88
- reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif		
- reprises sur autres provisions	47 453,15	36 528,11
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs	62 439,95	66 399,22
Transferts de charges		
TOTAL III	470 255,13	409 024,81
TOTAL DES PRODUITS	35 707 838,60	32 102 843,02
RESULTAT DEBITEUR = Déficit		
TOTAL GENERAL (I + II + III)	35 707 838,60	32 102 843,02

CHARGES	Exercice 2024	Exercice 2023
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats de matières premières et fournitures	18 916,67	31 406,64
Variation de stock	6 825,69	4 025,74
Achats d'autres approvisionnements	3 845,90	2 550,37
Variation de stock		
Achats non stockés de matières et fournitures	1 752 028,43	1 704 671,35
Services extérieurs et autres	5 791 947,80	5 084 794,33
Impôts, taxes et versements assimilés :		
- sur rémunérations	1 730 854,71	1 610 042,71
- autres	195 050,82	182 475,68
Charges de personnel :		
- salaires et traitements	15 293 461,54	13 773 115,91
- charges sociales	6 880 064,51	6 034 037,37
Dotations aux amortissements et provisions :		
Dotations aux amortissements :		
- des immobilisations	2 189 268,55	2 006 590,39
- des charges d'exploitation à répartir		
Dotations aux provisions :		
- sur actif circulant	8 599,02	8 491,91
- pour risques et charges d'exploitation	365 990,87	370 395,26
Autres charges	86 309,21	70 008,46
TOTAL I	34 323 163,72	30 882 606,12
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	253 070,80	207 617,80
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL II	253 070,80	207 617,80
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Exercice courant	35 028,16	139,19
Exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	73 985,00	58 790,92
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
- dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif	44 550,00	23 338,54
- dotations aux autres provisions réglementées		
Engagements à réaliser sur ressources affectées	105 967,00	179 121,45
Impôts sur les sociétés		
TOTAL III	259 530,16	261 390,10
TOTAL DES CHARGES	34 835 764,68	31 351 614,02
RESULTAT CREDITEUR = Excédent	872 073,92	751 229,00
TOTAL GENERAL (I + II + III)	35 707 838,60	32 102 843,02



ASSOCIATION D'AIDE AUX INFIRMES MOTEURS CEREBRAUX DU NORD ET DE L'EST

Affiliée à la Fédération Française des I.M.C. Reconnue d'utilité publique
SIRET: 313 872 897 000 84 – APE: 7010Z

65 rue Edmond Rostand – 51100 REIMS

Tel: 03 26 50 65 70 – Fax: 03 26 50 65 89

Mail : president-aimc@imc-ne.org

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT 2024

PRESENTATION DE L'ENTITE

DESCRIPTION DE L'OBJET SOCIAL DE L'ENTITE

Réunissant les familles, l'association a pour objet le soutien, l'accompagnement médicosocial et pédagogique, l'étude et la recherche en faveur des personnes atteintes de déficiences motrices avec ou sans troubles associés ou de troubles des apprentissages, d'intensité et d'expression plus ou moins sévères à tous les âges de la vie, en situation de handicaps complexes à expression multiples à tous les âges de la vie, en perte d'autonomie du fait de l'âge.

Elle intervient également dans le champ de l'action médicale sociale précoce et dispense des soins sur prescription médicale à tout public.

DESCRIPTION DE LA NATURE ET DU PERIMETRE DES ACTIVITES

L'Association d'Aide aux IMC du Nord et de l'Est est une association de familles créée en 1972. Elle résulte de la fusion en 1992 de l'Association d'Aide aux IMC des Ardennes et de l'Association d'Aide aux IMC de Champagne-Ardenne.

Elle accompagne à travers ses établissements et services 900 personnes handicapées au quotidien et 1 100 de façon régulière dans les départements des Ardennes, de la Marne et de l'Aisne (Annexe 1 : Organigramme de l'association).

Centrée à l'origine sur la prise en charge des personnes paralysées cérébrales, l'Association s'est progressivement ouverte à d'autres situations de handicaps et accueille aujourd'hui, à travers un ensemble de dispositifs complémentaires des personnes atteintes de déficiences motrices, mentales et psychiques, enfants et adultes. Elle gère également un service de soin infirmier à domicile pour personnes âgées.



Son ouverture sur la déficience intellectuelle s'est affirmée ces dernières années à travers la reprise d'un CAMSP polyvalent support d'un centre de dépistage de l'autisme et d'une plate-forme de coordination et d'orientation des troubles neuro-développementaux.

Cette ouverture s'est aussi traduite à travers l'accueil d'enfants et d'adultes déficients intellectuels dans ses établissements et dans le territoire Sud Ardennes à travers un partenariat avec l'EDPAMS et la Ligue de l'Enseignement dans la recherche d'habitat inclusif.

L'Association fait également partie du réseau Handicaps Rares et intervient dans le domaine des troubles DYS. Elle intervient à ce titre dans le cadre d'une convention avec la MDPH des Ardennes pour l'évaluation des enfants DYS sur le Département.

L'Association est membre de la Fédération Française des Associations IMC, reconnue d'utilité publique.

Elle est agréée Entreprise solidaire d'utilité sociale par décision en date du 24 novembre 2016.

L'Association gère :

Dans le Département des Ardennes :

- L'IEPM de Montvillers à Bazeilles
- Le SESSAD du Parc d'Auteuil à Bazeilles
- Le Foyer de Vie La Baraudelle à Attigny
- Le Foyer d'Accueil Médicalisé La Baraudelle à Attigny
- Le SAJ d'Attigny
- Le Groupement d'Entraide Mutuel La Bohême en partenariat avec l'EDPAMS
- L'ESAT Les Ateliers Rethélois à Rethel
- Le SAVS de Rethel

Dans le Département de la Marne :

- Le Centre de Rééducation Motrice du Val de Murigny à Reims
- Le SESSAD du Val de Murigny à Reims
- Le Foyer d'Accueil Médicalisé Jean Thibierge à Reims et la Résidence du Mont-Hermé à Saint-Brice
- Le SAJ Jean Thibierge à Reims
- L'ESAT Les Ateliers de Murigny à Reims
- Le SAVS de Reims
- La MAS Marc Toussaint à Cormontreuil
- Le CAMSP Bien-Naître en Champagne-Ardenne
- Le Centre de Dépistage autisme à Reims



- La Plate-forme de coordination et d'orientation des TND à Reims
- Le SAAD Handidomi à Reims
- Le SAMSAH IMC Reims
- Le SAVS de Reims

(Ces trois derniers étant regroupés dans le dispositif SARAH « Services Ambulatoires Rémois pour les Adultes Handicapés ».)

- Le Centre de Soins Infirmiers du Chemin Vert à Reims
- Le SSIAD du Chemin Vert à Reims
- Le Groupement d'Entraide Mutuelle La Coulée Douce à Reims en partenariat avec l'AFTC
- Et depuis le 1^{er} novembre 2024, le CDSI et le SSIAD D'ORGEVAL

Dans le Département de l'Aisne :

- Le SESSAD de Soissons et son antenne de Château-Thierry

L'ensemble de ces dispositifs permet de construire des parcours complets pour répondre à des besoins diversifiés et/ou complexes.

L'Association est administrée par un Conseil composé de familles - parents et frères et sœurs de personnes en situation de handicap - de personnes handicapées en capacité de se représenter elles-mêmes et de personnes qualifiées.

DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN ŒUVRE

Les moyens d'action de l'association sont la mise en œuvre de toutes démarches et opérations permettant d'atteindre ses buts et notamment :

- a) La défense des acquis des politiques publiques en matière de prise en charge des personnes handicapées et la revendication pour le développement de nouvelles modalités d'intervention adaptées à leur bénéfice
- b) L'organisation d'une entraide efficace entre les membres, l'aide directe aux personnes ou à leur famille, leur représentation auprès des pouvoirs publics et juridictions
- c) La création et la gestion de toutes activités, structures, services et dispositifs divers permettant un mode de vie adapté à chaque personne handicapée ou dépendante en fonction de son âge, en fonction des souhaits de la famille ou de la personne handicapée elle-même, notamment des établissements ou services médico-sociaux ou sanitaires, des services d'aide ou de soins à la personne



- d) La mise à disposition des parents et des professionnels ayant à charge des personnes handicapées de toutes les informations et formations spécialisées dans les domaines les plus divers, la promotion de nouvelles actions de recherche avec les spécialistes de ces questions
- e) La mise en place sous toutes formes de coopérations et de rapprochements avec d'autres personnes morales gérant des dispositifs dans les mêmes domaines au service des mêmes buts, et notamment dans le cadre de conventions de partenariat et de groupements de coopération.

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024, caractérisés par les données suivantes :

- Total du bilan	49 974 773 €
- Total du compte de résultat en produits	35 707 839 €
- Total du compte de résultat en charges	34 835 765 €
- Résultat de l'exercice	872 074 €

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les informations présentées sont celles ayant une importance significative et qui sont nécessaires à l'obtention de l'image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'association.

PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

1- PRINCIPES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ont été élaborés conformément aux règles générales applicables et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.



Il a été fait application du règlement du règlement ANC n° 2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières du règlement non lucratif.

2- PRINCIPALES METHODES UTILISEES

A- AGREGATION DES COMPTES ANNUELS

L'association gère des établissements dont la gestion est contrôlée ou dont la gestion est libre, un siège (service commun), une activité propre.

Résultats des comptes administratifs présentés aux financeurs

Etablissements / Services	Résultats comptables	Gestion libre	Gestion soumise aux autorités de contrôle
Activité Formation	0		
Association	54 519	54 519	
FAM / Foyer La Baraudelle	-150 998		-150 998
CAMSP	496 070		496 070
CDSI Chemin Vert	103 445	103 445	
CRM	150 288		150 288
ESAT	95 602	87 191	8 411
FAM Jean Thibierge	-86 198		-86 198
IEPM	51 524		51 524
MAS	-174 171		-174 171
ORGEVAL CDSI - SSIAD	23 141	-88 321	111 461
SAMSAH	6 930		6 930
SAVS 51	-14 153		-14 153
SESSAD Soissons	91 943		91 943
SIEGE	57 108		57 108
SSIAD Chemin Vert	109 881		109 881
ULIS	57 142		57 142

Ces établissements tiennent une comptabilité séparée. Afin d'obtenir les comptes annuels de l'organisme gestionnaire, une sommation des différentes comptabilités a été effectuée.

Toutefois, certaines écritures complémentaires sont nécessaires pour passer des règles applicables aux comptes administratifs aux règles applicables aux comptes annuels.

Les opérations internes à l'association sont éliminées. Il s'agit des créances et dettes réciproques figurant dans les comptes de liaison, des frais de services gérés en commun, correspondant aux frais de siège et des prestations réciproques.



Le résultat de l'association est présenté avec une compensation entre les déficits de certains établissements ou services avec les excédents d'autres établissements ou services. En fait, compte tenu des modalités de financement utilisées et de l'indépendance de chaque établissement ou services, ces compensations ne se réalisent pas.

B- CREANCES ET DETTES

Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

C- VALEUR MOBILIERE DE PLACEMENT

Elles sont valorisées à leur coût d'acquisition. Si le cours de bourse est inférieur au coût d'acquisition à la clôture d'exercice, une dépréciation est constatée.

Il est précisé que les principaux placements de la trésorerie sont les comptes sur livret et les comptes à terme.

D- BENEVOLAT

Le bénévolat n'a pas fait l'objet d'une valorisation, toutefois une estimation en a été réalisée.

VALORISATION DU BENEVOLAT 2024			Nb heures par an	Montant bénévolat annuel en €
NOM Prénom	Fonction	ETP (%)	1 607	
MINET Christian	Président	65%	1 045	20 891,00
TOUSSAINT Jacques	Vice-Président	15%	241	4 821,00
MACHET Stéphane	Vice-Président	15%	241	4 821,00
DAUCHELLE Xavier	Vice-Président	15%	241	4 821,00
REKSA Bernard	Trésorier	15%	241	4 821,00
LALLEMENT Benoit	Trésorie adjoint	15%	241	4 821,00
PERROT Laure	Secrétaire	15%	241	4 821,00
RICHARD Gautier	Secrétaire adjoint	15%	241	4 821,00
GOUVERNEUR Alain	Administrateur	5%	80	1 607,00
CHRISTOPHE Edith	Administrateur	5%	80	1 607,00
GABARD Nadège	Administrateur	5%	80	1 607,00
ANCHAO Eric	Administrateur	5%	80	1 607,00
WEIBEL Stéphane	Administrateur	5%	80	1 607,00
GOSSELIN Michel	Administrateur	2%	32	642,80
ROUZEAU Erick	Administrateur	2%	32	642,80
STRYZEWSKI Vanessa	Administrateur	2%	32	642,80
TOTAL			3 230	64 601,40



FAITS CARACTERISTIQUES D'IMPORTANCE SIGNIFICATIVE, DE L'EXERCICE ET POSTERIEURS A LA CLOTURE

EVENEMENTS PRINCIPAUX DE L'EXERCICE :

L'année 2024 constitue la 3^{ème} année du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM), en vigueur pour la période 2022-2026 et qui intègre 12 établissements et services.

Le périmètre de l'Association s'est élargi dans le cadre de la fusion absorption avec l'Association Soins et Santé d'Orgeval. Cette fusion est effective depuis le 1^{er} novembre 2024. Les comptes présentés pour 2024 intègrent ainsi deux nouveaux établissements : le CDSI et le SSIAD d'Orgeval. Ces comptes financiers intègrent la totalité de l'exercice 2024, pour un total de charges de 2 104 775,30 € et un total de produits de 2 127 916,23 €.

Le dispositif « Ségur pour tous » a été mis en place par l'accord national du 4 juin 2024, avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2024. Ce dispositif prévoit d'octroyer mensuellement une prime forfaitaire de 238 € bruts aux personnels des établissements médico-sociaux qui n'avaient pas encore bénéficié de revalorisation dans le cadre d'un précédent dispositif. Le coût global de ce dispositif pour l'Association s'élève à 375 775 € pour l'année 2024, financés à 96% par les ARS et les Conseils départementaux et autofinancés pour 4%.

Les projets d'investissement poursuivent leur cours : clôture des travaux de réhabilitation du foyer Jean Thibierge, poursuite des travaux de réhabilitation du foyer La Baraudelle, démarrage des travaux de chauffage de la MAS Marc Toussaint. Le projet du CRM, en cours de projet et d'étude, débutera en 2025.

CHANGEMENTS DE METHODE COMPTABLE :

Aucun changement de méthode comptable n'a été effectué sur l'exercice.

INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF IMMOBILISE

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire pour une durée variant de 3 à 5 ans.



IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, c'est-à-dire leur prix d'achat augmenté des frais accessoires.

Les amortissements ont été pratiqués suivant le mode linéaire en fonction de leur durée normale d'utilisation :

- Ensemble immobilier 25 à 30 ans
- Installations techniques 3 à 15 ans
- Agencement, aménagements 5 à 10 ans
- Matériel de transport 1 à 10 ans
- Matériel de bureau et informatique 3 à 10 ans

Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent les dépôts et cautionnements versés, les titres immobilisés (droit de propriété), tels que les fonds assurantiels pour financer les indemnités de fin de carrière, les comptes de placements rémunérés tels que les parts de SCPI en direct, avec leurs frais de souscription inclus.

Etat des immobilisations

Etat des immobilisations	TOTAL					
	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisition	Cessions	Virement poste à poste	Valeur brute à la fin d'exercice	
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	1 480 531	81 845	40 914	1 521 462	
Terrains		1 128 653		14 445	1 114 208	
Constructions sur sol propre		41 568 238	1 710 710	2 288 008	40 990 940	
Installations techniques, matériel et outillage		1 947 599	78 303	455 109	1 570 793	
Installations générales agencements aménagements divers		550 204	178 647	73 269	655 582	
Matériel de transport		2 558 445	477 889	249 804	2 786 530	
Matériel de bureau et informatique, mobilier		2 048 773	199 822	493 025	1 755 570	
Autres Immobilisations corporelles		3 037 291	192 717	631 297	2 598 711	
	TOTAL	52 839 204	2 838 088	4 204 957	0	51 472 333
Immobilisations corporelles en cours		214 297	573 727	329 124		458 900
Avances & acomptes versés sur immobilisations corporelles		0				0
Immobilisations incorporelles en cours		159 933	115 079	35 162		239 849
	TOTAL	374 229	688 806	364 286	0	698 749
Prêts, autres immobilisations financières		4 428 107	31 535	47 520		4 412 122
	TOTAL	4 428 107	31 535	47 520	0	4 412 122
	TOTAL GENERAL	59 122 070	3 640 274	4 657 677	0	58 104 665

**Etat des amortissements**

	TOTAL				
	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Virement poste à poste	Amortissements cumulés à la fin d'exercice
Amortissements immobilisations incorporelles	492 765	64 030	40 914		515 881
Terrains	70 829	3 782	14 445		60 166
Constructions sur sol propre	26 087 426	1 360 456	2 292 734		25 155 148
Installations techniques, matériel et outillage	1 597 094	100 294	454 021		1 243 367
Installations générales agencements aménagements divers	315 094	70 726	73 269		312 550
Matériel de transport	1 851 072	376 125	249 804		1 977 393
Matériel de bureau et informatique, mobilier	1 552 069	180 504	485 022		1 247 551
Autres Immobilisations corporelles	2 357 611	200 000	631 297		1 926 313
TOTAL	33 831 194	2 291 886	4 200 593	0	31 922 488
TOTAL GENERAL	34 323 960	2 355 916	4 241 507	0	32 438 369

Etat des dépréciations

	TOTAL				
	Montant au début de l'exercice	Dotation	Reprise	Montant à la fin de l'exercice	
Sur immobilisations					
Incorporelles					
Corporelles					
Financières					
Sur les stocks et en-cours					
Sur les comptes clients	8 492	8 599	8 492	8 599	
Autres dépréciations					
TOTAL					

INFORMATIONS RELATIVES A L'ACTIF CIRCULANT

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Fonds de placement IFC	455 984		455 984
Autres immobilisations financières	3 956 137		3 956 137
De l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés	1 891 012	1 891 012	
Autres créances	598 957	598 957	
Personnel et comptes rattachés	5 320	5 320	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 731	1 731	
Etat et autres collectivités publiques	300 448	300 448	
Charges constatées d'avance	133 380	133 380	
TOTAL	7 342 970	2 930 848	4 412 122



INFORMATIONS RELATIVES AUX FONDS PROPRES

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	5 178 289				5 178 289
Fonds propres avec droit de reprise	0				0
Ecart de réévaluation	0				0
Réserves	15 778 349		3 587 253	479 629	18 885 973
Report à nouveau	2 458 363	751 229	480 313	3 238 002	451 904
Excédent ou déficit de l'exercice	751 229	-751 229	872 074		872 074
Situation nette	24 166 231	0	4 939 640	3 717 631	25 388 240
Fonds propres consommables	0				0
Subventions d'investissement	4 711 035		335 958	504 237	4 542 756
Provisions réglementées	800 608		51 305	37 756	814 157
TOTAL	29 677 873	0	5 326 904	4 259 624	30 745 153



INFORMATIONS RELATIVES AUX FONDS DEDIES

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUS DE	A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	REPORTS	UTILISATIONS		TRANSFERTS	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
			Montant global	Dont Remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
CNR Soutien à l'investissement	131 758	91075				222 833	
Subventions d'exploitation	11 434		600			10 834	
Contributions financières d'autres organismes	194 181	14 892	61 840			147 233	
Ressources liées à la générosité du public							
TOTAL	337 373	105 967	62 440	0	0	380 900	0

INFORMATIONS RELATIVES AUX PROVISIONS

PROVISIONS REGLEMENTEES

Les provisions réglementées sont constituées en vertu de dispositions réglementaires qui sont les suivantes :

- Couverture du besoin en fonds de roulement (article R.314-48 du CASF)
- Renouvellement des immobilisations (article D.314-206 du CASF)
- Réserves des plus-values nettes d'actif (articles R.314-81 et R.314-95 du CASF)

PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Elles sont principalement constituées de :

- Provision pour engagement retraite	:	677 439 €
- Provision pour investissement	:	194 521 €
- Provision pour travaux et remise en état	:	2 281 095 €
- Provision pour grosses réparations	:	546 557 €



PROVISION POUR INDEMNITES DE FIN DE CARRIERE

La provision pour indemnités de fin de carrière a été évaluée au 31/12/2024 avec une valeur de l’engagement à la même date. Elle est évaluée selon les hypothèses suivantes :

- Rotation du personnel Turn-over moyen
- Taux de progression des salaires 2 %/an
- Taux d’actualisation 3.38 %/an
- Taux de charges sociales retenu 40 %
- Age de départ à la retraite 64 ans
- Application de la convention collective 1966

Suivant les hypothèses retenues, les engagements en matière d’indemnités de fin de carrière s’élèvent à 1 319 370 €.

Le montant comptabilisé ressort à 677 439 €.

INFORMATIONS RELATIVES AUX DETTES

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine	9 604 903	705 445	8 899 458
Emprunts et dettes financières divers	0		
Redevables créditeurs	0		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 221 100	1 221 100	
Personnel et comptes rattachés	991 509	991 509	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 591 563	1 591 563	
Etat et autres collectivités publiques	27 890	27 890	
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	466 285	466 285	
Autres dettes	82 750	82 750	
Produits constatés d'avance	74 813	74 813	
TOTAL	14 060 813	5 161 355	8 899 458
Emprunts souscrits en cours d'exercice	0		
Emprunts remboursés en cours d'exercice	792 200		

**Etat des provisions**

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin exercice
Provisions pour litiges	108 117	48 430	0		156 547
Provisions pour suractivité	86 909	0	0		86 909
PROVISIONS POUR RISQUES	195 026	48 430	0	0	243 456
Provisions pour retraite	754 009	56 008	132 578		677 439
Provisions pour impôts	0				0
Provisions pour grosse réparations	571 114		24 556		546 557
Provisions pour travaux	5 235		704		4 531
Provisions pour remise en état	2 298 074	60 000	81 510		2 276 564
Provisions pour investissement	211 425		16 904		194 521
Provisions pour formation	13 826				13 826
Provisions pour démarche qualité	52 299		29 653		22 646
Provisions pour charges de salaires	155 222	95 000	47 710		202 512
Autres provisions pour charges	101 020		60 000		41 020
Provision pour amendements Creton	94 217	111 983	94 217		111 983
PROVISIONS POUR CHARGES	4 256 441	322 991	487 832	0	4 091 599
TOTAL GENERAL	4 451 466	371 421	487 832	0	4 335 054

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin exercice
Autres provisions pour dépréciation	0	0	0	0	0
TOTAL					
TOTAL GENERAL					
dont dotations et reprises d'exploitation exceptionnelles					

INFORMATIONS RELATIVES AUX COMPTES DE RESULTATS**CHARGES A PAYER**

Détail des charges à payer	Montants
1/ Fournisseurs factures non parvenues	219 273
2/Personnel charges à payer	951 155
3/Organismes sociaux	475 198
4/Taxes dues sur les rémunérations	0
5/Interêts courus sur emprunts	20 493
6/Autres charges à payer	29 692
TOTAL	1 695 811



PRODUITS A RECEVOIR

Détail des produits	Montants
Factures à établir	138 970
Subventions non reçues	231 554
Remboursement formation	0
Organismes sociaux	1 731
Etat et autres collectivités publiques	0
Divers	497 661
TOTAL	869 917

CHARGES CONSTATEES D'AVANCE

Détail des charges	Montants
Exploitation	133 380
TOTAL	133 380

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Détail des produits	Montants
Exploitation	74 813
TOTAL	74 813

**AUTRES INFORMATIONS**

EFFECTIF MOYEN	
	ETP
Personnel de direction	15,84
Personnel médical et paramédical	164,27
Personnel éducatif	177,40
Personnel de service généraux	30,90
Personnel administratif	31,89
TOTAL	420,30



ENGAGEMENTS FINANCIERS

Capital restant dû au 31/12/2024					
Etablissement	N° compte	Emprunt	Total	A moins d'un an	A plus d'un an
BARAUDELLE	164038	C. E.	244 773	24 194	220 579
	164039	CDC	648 394	26 081	622 313
	164040	CDC	1 679 853	6 038	1 673 815
	164041	CDC	136 163	5 477	130 686
	164042	CDC	1 116 165	44 896	1 071 269
IEPM	164026	Sté Générale	428 956	83 949	345 007
MAS	164001	CRAM	0	0	0
	164002	C. E.	2 420 991	196 279	2 224 712
	164003	Sté Générale	72 472	72 472	0
FAM	164030	C. COOP.	51 313	15 270	36 043
	164035	Sté Générale	1 547 456	117 528	1 429 928
	164036	CDC	447 530	24 282	423 248
	164037	CDC	253 461	13 039	240 422
CAMSP	164002	C. E.	201 874	26 586	175 288
	164020	CRCA	335 010	49 353	285 657
TOTAL			9 584 412	705 445	8 878 967

Intérêts courus	20 493	20 493	
	9 604 905	725 938	8 878 967

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Emprunts souscrits en cours d'exercice :	0	0	0
Emprunts remboursés en cours d'exercice :	792 200	0	0